

manuel

Jean-Yves Kerbourc'h
Christophe Willmann
Jean-Pierre Chauchard

DROIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

10^e édition

LGDJ

un savoir-faire de

lextenso

Jean-Yves Kerbourc'h

Professeur à l'Université de Nantes

Christophe Willmann

Professeur à l'Université de Rouen

Jean-Pierre Chauchard

Professeur émérite de l'Université de Nantes

DROIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

10^e édition

LGDJ

un savoir-faire de

Lextenso



© 2022, LGDJ, Lextenso

1, Parvis de La Défense • 92044 Paris La Défense Cedex
www.lgdj-editions.fr

EAN : 9782275102306 • ISSN 0990-3909

Avant-propos

Le professeur Jean-Pierre Chauchard, professeur émérite à l'université de Nantes, n'a pas participé à cette 10^e édition (2022) de cet ouvrage de droit de la sécurité sociale. Il en est le père, en assumant les cinq premières éditions. Cette somme restera longtemps marquée de son empreinte et des principes qui l'ont fondée.

Son créateur fut en effet animé par la volonté de traiter cette matière technique en la plaçant dans son contexte historique et conceptuel. Son objectif était de la mettre à la portée de tous, notamment des étudiants. Le professeur J.-P. Chauchard a réussi le défi de présenter une matière complexe et exigeante en ne tombant pas dans le piège d'une analyse froide et désincarnée et d'une écriture technique et impersonnelle. C'est pourquoi l'ouvrage retrace systématiquement les linéaments théoriques et diachroniques des règles du droit positif, permettant ainsi d'en saisir les enjeux sociaux, politiques et économiques. Les références bibliographiques sont particulièrement nombreuses et couvrent toutes les sciences sociales.

Les auteurs de la 10^e édition qui collaboraient déjà avec le professeur J.-P. Chauchard depuis la 6^e édition se sont efforcés de conserver cet esprit tout en continuant à enrichir l'ouvrage d'informations pratiques à jour des derniers développements législatifs, jurisprudentiels et financiers. Le droit de la sécurité sociale, d'année en année, a atteint un seuil de complexité tel qu'il exige une attention soutenue et presque permanente. Avec cette 10^e édition, les auteurs ont souhaité répondre à ce besoin de compréhension. Ils ont accompagné les développements par des synthèses chiffrées, actualisées, permettant une mise en perspective des normes avec les données statistiques, économiques et démographiques. Finalement, ils ont aussi tenté de se placer dans les pas de J.-J. Dupeyroux¹, qui avait donné ses lettres de noblesse à cette matière.

Le trait marquant de cette 10^e édition est bien le contexte sanitaire, environnemental et diplomatique dans lequel les économies et États se placent, depuis 2020. Les systèmes de protection sociale ont été durement mis à

1. La revue *Droit social*, dans son numéro 04/2022, a publié un dossier intitulé « Jean-Jacques Dupeyroux : l'œuvre et l'engagement », constitué des articles suivants : S. BRACONNIER, « Hommage au Professeur Jean-Jacques Dupeyroux », p. 292 ; M. BORGETTO et R. LAFORE, « Le principe de solidarité dans la pensée de Jean-Jacques Dupeyroux », p. 294 ; X. PRÉTOT, « La sécurité sociale selon Jean-Jacques Dupeyroux », p. 301 ; M. KEIM-BAGOT, « "Le deal en béton" : de quelques écrits majeurs du professeur Dupeyroux en matière de risque professionnel », p. 306 ; I. VACARIE, « L'économie collaborative à l'épreuve de la théorie générale de la sécurité sociale de Jean-Jacques Dupeyroux », p. 310 ; R. RUELLAN, p. 315, « L'apport de Jean-Jacques Dupeyroux à la construction du droit de la protection sociale complémentaire » ; J.-P. LABORDE, « L'au-delà de la sécurité sociale », p. 319 ; R. DALMASSO, « Jean-Jacques Dupeyroux et le nouveau droit du licenciement (1972-1987) : un regard critique et clairvoyant », p. 322 ; Y. LEROY, « L'articulation entre droit civil et droit du travail ou comment sortir de l'impasse », p. 326 ; J.-E. RAY, « L'enseignant, l'homme d'action, et les conflits collectifs », p. 330 ; D. TABUTEAU, « Une si précieuse correspondance », p. 333 ; A. SUPLOT, « Jean-Jacques Dupeyroux : le style d'un juriste engagé », p. 336 ; A. DOS SANTOS et M. LE QUELLEC, « Jean-Jacques Dupeyroux : le directeur de la revue », p. 340 ; R. BACQUÉ, « L'aide aux femmes oubliées », p. 342 ; J.-M. BELORGEY, « Le visiteur de prison », p. 344.

l'épreuve, depuis mars 2020 : le système de santé a été confronté à une contamination non préparée et d'une ampleur inédite ; les confinements ont désorganisé l'économie et un certain nombre d'entreprises ont été menacées dans leur existence même, mais l'État et les systèmes de protection sociale ont parfaitement rempli leur mission d'« amortisseur social ». Cette 10^e édition est donc marquée par les nombreux aménagements et régimes dérogatoires, aux régimes de protection sociale (branche maladie, retraite, AT/MP...).

Surtout, avec cette 10^e édition, les auteurs ont tenté de retranscrire les nombreuses interrogations, les débats et angoisses, générés par la transition écologique. Le réchauffement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité ont des effets directs sur la santé des assurés sociaux comme celles des salariés (AT/MP), impactant directement l'organisation, le fonctionnement et même le financement, des différentes branches.

C. Willmann et J.-Y. Kerbourc'h

Sommaire

Avant-propos	5
Principaux sigles et abréviations	17
Bibliographie générale	21
Introduction	25
Section 1. Le risque social et ses différentes prises en charge	25
§ 1. Typologie et techniques de prise en charge	26
§ 2. Le modèle français de prise en charge	29
Section 2. Passé et avenir d'une institution	36
§ 1. Le passé	37
§ 2. Le présent – Quel avenir ?	58
Section 3. Le système français de sécurité sociale – présentation .	71
§ 1. Institutions et régimes	71
§ 2. « Couverture sociale » : le champ d'application de la protection sociale	76

PREMIÈRE PARTIE – L'ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

TITRE 1. L'organisation des régimes de sécurité sociale	83
--	-----------

SOUS-TITRE 1. Organisation normative – Les sources du droit de la sécurité sociale	85
---	-----------

Chapitre 1. Sources internes	87
---	-----------

Section 1. Sources d'origine étatique	87
---	----

Section 2. Sources contentieuses	91
--	----

Section 3. Les actes émanant des organismes	93
---	----

Section 4. Les conventions collectives de sécurité sociale	95
--	----

Chapitre 2. Les sources internationales et européennes	97
---	-----------

Section 1. Les conventions internationales	97
--	----

Section 2. Le droit européen de sécurité sociale	98
--	----

SOUS-TITRE 2. L'organisation administrative et institutionnelle	101
--	------------

Chapitre 1. Le régime général	103
--	------------

Section 1. Gouvernance	103
------------------------------	-----

§ 1. Les organismes	103
---------------------------	-----

§ 2. Les interventions de l'État	129
--	-----

Section 2. L'affiliation et l'assujettissement au régime général	137
---	-----

§ 1. L'assujettissement des employeurs et des salariés	137
§ 2. La soumission volontaire au régime général	154
Chapitre 2. Aperçu sur les autres régimes légaux	157
Section 1. Les régimes spéciaux	157
§ 1. Présentation	157
§ 2. Caractères	159
Section 2. Les régimes autonomes	162
§ 1. Régime des indépendants	166
§ 2. Retraite et prévoyance des professions libérales	168
Section 3. Le régime agricole	169
§ 1. Présentation	169
§ 2. La Mutualité sociale agricole	173
TITRE 2. L'organisation financière	179
Chapitre 1. Financement de la sécurité sociale	185
Section 1. Financement par les cotisants	189
§ 1. Les sources du financement	189
§ 2. Modes de gestion des ressources de la sécurité sociale	192
Section 2. Financement par l'État	193
§ 1. Financement par l'impôt	193
§ 2. Financement de la protection sociale, sous contrôle du Parlement	198
Chapitre 2. Les ressources du régime général	203
Section 1. Ressources non fiscales : les cotisations de sécurité sociale	206
§ 1. Les caractères du financement par cotisation	206
§ 2. L'assiette des cotisations	219
§ 3. Les taux de cotisation	237
§ 4. Le règlement des cotisations et contributions	238
Section 2. Ressources fiscales : les contributions	259
§ 1. La contribution sociale généralisée	262
§ 2. La contribution au remboursement de la dette sociale	276
TITRE 3. L'organisation contentieuse	279
Chapitre 1. L'organisation judiciaire	281
Section 1. Le contentieux général	288
§ 1. Les juridictions	288
§ 2. Règles de compétences	295
§ 3. La procédure	303

Section 2. Les contentieux autres que celui du « contentieux général »	313
§ 1. L'expertise médicale	315
§ 2. Contentieux de l'invalidité/incapacité/inaptitude (ex. contentieux technique)	320
§ 3. Le contentieux disciplinaire des professions de santé (contentieux du contrôle technique)	327
Chapitre 2. Les recours contre le tiers responsable	331
Section 1. Champ d'application	338
§ 1. Champ d'application personnel	338
§ 2. Champ d'application matériel	339
Section 2. Le recours de la caisse	341
§ 1. La nature juridique du recours	341
§ 2. Les préjudices, objets du recours	342
§ 3. Exercice du recours des caisses	351
§ 4. Le règlement conventionnel des recours	355
Section 3. Le recours de la victime	360
§ 1. L'indemnisation complémentaire de la victime	361
§ 2. Le recours en cas d'accident du travail	362

DEUXIÈME PARTIE – LES GRANDES PRESTATIONS DU RÉGIME GÉNÉRAL

TITRE 1. La protection contre le risque maladie : assurance maladie et risques voisins

371

Chapitre 1. Les bénéficiaires et les conditions d'attribution des prestations

377

Section 1. Prestations en nature (frais de santé)	377
§ 1. Personnes prises en charge	377
§ 2. Règles de prise en charge et tiers payant	379
§ 3. Montant du remboursement	380
§ 4. Dépenses prises en charge	383
Section 2. Prestations en espèces (indemnités journalières)	386
§ 1. Règles d'attribution	386
§ 2. Montant	388
§ 3. Contrôle	388

Chapitre 2. L'offre de soins

393

Section 1. Le problème	394
§ 1. La médecine, exercice d'une activité libérale	394
§ 2. L'indemnisation de la maladie : les voies possibles	395

Section 2. La solution retenue : la convention médicale	396
§ 1. Les étapes du système conventionnel	396
§ 2. Un rôle nouveau pour les conventions	401
§ 3. La refonte nécessaire du système	403
§ 4. La rénovation des relations conventionnelles	404
§ 5. Aspects juridiques de la convention médicale	408
Chapitre 3. Le financement de la branche maladie	413
Section 1. Encadrement des dépenses	418
Section 2. Optimisation des ressources	421
Chapitre 4. La complémentaire santé solidaire	423
Section 1. Conditions d'ouverture des droits	425
Section 2. Les droits	426
Section 3. Financement	427
Chapitre 5. Les risques voisins	429
Section 1. L'assurance maternité	429
Section 2. L'assurance invalidité	430
Section 3. L'assurance décès	432
TITRE 2. La protection contre le risque vieillesse	433
Chapitre 1. Les retraites et la prise en charge du risque vieillesse	435
Section 1. Modalités de prise en charge	435
§ 1. Pluralité des modes de prise en charge	436
§ 2. Organisation institutionnelle	439
§ 3. Organisation financière : les enjeux du financement de la branche vieillesse	447
§ 4. Mise en perspective historique	450
Section 2. Données de cadrage économiques, sociologiques, démographiques	460
§ 1. Aspects économiques et financiers	461
§ 2. Aspects démographiques et médicaux	466
Chapitre 2. Les retraités : calcul et régime des pensions de retraite du régime de base	469
Section 1. Régimes contributifs – régime général	469
§ 1. Conditions d'attribution	470
§ 2. Calcul	477
§ 3. Décès du pensionné	486

Section 2. Régime non contributif – l’allocation de solidarité aux personnes âgées	491
---	-----

TITRE 3. La protection contre le risque professionnel : accidents du travail et maladies professionnelles

Chapitre 1. Les risques couverts	507
Section 1. L’accident de travail	508
§ 1. Un accident	510
§ 2. Un accident lié au travail	513
§ 3. La présomption – le régime des preuves	525
Section 2. Les accidents de trajet	534
§ 1. Les enjeux de la qualification	536
§ 2. La définition de l’accident de trajet	537
Section 3. Les maladies professionnelles	546
§ 1. La reconnaissance de la maladie par les tableaux	550
§ 2. La reconnaissance de la maladie professionnelle, hors tableaux ..	554
Chapitre 2. La prise en charge	559
Section 1. En amont de la prise en charge : la prévention des accidents du travail	563
§ 1. L’action de la Caisse nationale d’assurance maladie	566
§ 2. L’action des caisses régionales	570
Section 2. La procédure de prise en charge des risques professionnels	572
§ 1. Rôle de l’employeur et de la victime	574
§ 2. Gestion – instruction par la Caisse	577
Section 3. Le financement	585
§ 1. Règles générales de fixation du taux (taux brut, taux net)	585
§ 2. Mode de tarification, en fonction des effectifs de l’entreprise ...	587
§ 3. Majoration/réduction des cotisations, en fonction de la gestion des risques professionnels par les employeurs	590
Chapitre 3. La réparation	593
Section 1. Versement de prestations	593
§ 1. Les prestations en nature	593
§ 2. Les prestations en espèces	595
Section 2. Les incidences de la faute de l’employeur ou de la victime	601
§ 1. Définition de la faute intentionnelle et de la faute inexcusable ..	602
§ 2. Reconnaissance d’une faute inexcusable	615
§ 3. Les incidences sur la réparation	622

TITRE 4. La compensation des charges familiales : les prestations familiales	637
Chapitre 1. Introduction aux politiques de la famille	641
Section 1. Évolution législative	641
§ 1. Les premières initiatives	641
§ 2. Vers une politique nataliste	643
§ 3. Un souci de redistribution	644
Section 2. L'hétérogénéité des politiques familiales	646
Chapitre 2. Règles communes	651
Section 1. Les personnes	651
§ 1. La résidence des parents et des enfants	651
§ 2. L'allocataire et l'attributaire	652
§ 3. La tutelle aux prestations familiales	653
§ 4. La condition d'enfant à charge	653
Section 2. Le paiement	654
§ 1. Base de calcul	654
§ 2. Modalités et garanties	655
Chapitre 3. Régime propre à chaque prestation	657
Section 1. Les prestations générales d'entretien	658
§ 1. Les allocations familiales	658
§ 2. Le complément familial	660
§ 3. L'allocation de soutien familial	661
§ 4. L'allocation de rentrée scolaire	661
Section 2. Aides à la petite enfance : la PAJE	662
§ 1. Caractéristiques générales	663
§ 2. Prestations composant la PAJE	663
Section 3. Les aides à l'enfance handicapée	668
§ 1. L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé	668
§ 2. L'allocation journalière de présence parentale	671
Section 4. Les aides au logement	673
TITRE 5. L'indemnisation du chômage	675
Chapitre 1. La prise en charge des chômeurs	677
Section 1. Évolution du régime d'indemnisation	679
Section 2. L'organisation institutionnelle et juridique	685
§ 1. Les institutions en charge du chômage	685
§ 2. Cadre juridique	688

Section 3. L'organisation financière	695
§ 1. Financement de l'indemnisation chômage	696
§ 2. L'indemnisation chômage et la qualification de service public ...	704
Chapitre 2. L'indemnisation du salarié privé d'emploi	707
Section 1. Conditions générales	712
§ 1. Conditions liées au retour vers l'emploi	713
§ 2. Conditions liées à l'indemnisation chômage	716
Section 2. Les prestations versées au titre du régime d'assurance .	720
§ 1. Calcul	721
§ 2. La durée d'indemnisation	728
§ 3. Les autres allocations	732
Section 3. Les prestations versées au titre du régime de solidarité	737
§ 1. L'allocation de solidarité spécifique	740
§ 2. Prime transitoire de solidarité	743
TITRE 6. Les compléments de sécurité sociale	747
Chapitre 1. Les compléments de retraites	749
Section 1. Le régime complémentaire AGIRC-ARRCO par répartition	749
§ 1. Origines	749
§ 2. L'accord national interprofessionnel du 13 mars 2013	752
Section 2. Les retraites par capitalisation : l'épargne-retraite	756
§ 1. Nouvelles perspectives	756
§ 2. Le plan d'épargne retraite collectif d'entreprise	761
§ 3. Le plan d'épargne retraite d'entreprise obligatoire	764
Chapitre 2. La prévoyance	769
Section 1. La notion de prévoyance	771
Section 2. Instauration des garanties	775
Section 3. Garanties offertes	780
§ 1. Mise en place, personnes couvertes et financement	780
§ 2. Prestations	783
§ 3. Portabilité	786
Chapitre 3. Mutuelles et mutualité	789
Section 1. Les origines et le statut de la mutualité	790
Section 2. L'action des mutuelles	792
§ 1. Le droit à prestations	792
§ 2. Les activités mutualistes	793

TITRE 7. L'aide sociale	797
Chapitre 1. Nature de l'aide sociale	799
Chapitre 2. Organisation	809
Section 1. Organisation administrative et institutionnelle	809
Section 2. Organisation financière	810
Section 3. Organisation juridictionnelle	813
Chapitre 3. Prestations	817
Section 1. Un droit subjectif	817
§ 1. Reconnaissance du caractère de droit subjectif	818
§ 2. Bénéfice de l'aide sociale	819
Section 2. Typologie des prestations d'aide sociale	820
§ 1. Prestations liées à la santé	821
§ 2. Les prestations liées au handicap et à l'invalidité	822
§ 3. Les prestations liées à la vieillesse	834
§ 4. Prestations liées à la jeunesse	840
§ 5. Prestations liées aux origines ethniques	848
§ 6. Prestations monétaires (chômage, revenus d'activité)	852

TROISIÈME PARTIE – ÉLÉMENTS DE DROIT INTERNATIONAL ET COMMUNAUTAIRE

TITRE 1. Déplacement temporaire dans un autre État pour des motifs non professionnels	879
Chapitre 1. Déplacement temporaire dans l'UE-EEE	881
Section 1. Les soins inopinés	881
§ 1. Notion	881
§ 2. Remboursement des soins	882
Section 2. Soins programmés	884
§ 1. Soins hospitaliers	884
§ 2. Le conventionnement avec des établissements de soins établis en UE-EEE	884
§ 3. Examens de biologie médicale	885
Chapitre 2. Déplacement hors UE-EEE	887

TITRE 2. Déplacement temporaire dans un autre État pour des motifs professionnels	889
Chapitre 1. Détachement	891
Section 1. Détachement dans l'UE-EEE-Suisse	891
§ 1. Notion de détachement	891
§ 2. Procédure et cotisations	892
§ 3. Prestations	893
Section 2. Détachement hors UE-EEE-Suisse	895
§ 1. Détachement en application d'une convention bilatérale	895
§ 2. Détachement en l'absence de convention bilatérale	895
Chapitre 2. Expatriation	899
Section 1. Expatriation dans l'UE-EEE-Suisse	899
§ 1. Égalité de traitement	899
§ 2. Assimilation de faits ou d'évènements	900
§ 3. La totalisation des périodes	901
§ 4. Assujettissement	903
§ 5. Prestations	903
Section 2. Expatriation hors de l'UE-EEE-Suisse	907
§ 1. Expatriation en application d'une convention bilatérale	907
§ 2. Expatriation en l'absence de convention bilatérale	908
Index	911

Principaux sigles et abréviations

AAEXA	Assurance accidents exploitants agricoles
AAH	Allocation pour adulte handicapé
ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
AGFF	Association pour la gestion du fonds de financement des régimes complémentaires
AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres
AGS	Assurance garantie des salaires
AMEXA	Assurance maladie des exploitants agricoles
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires
ARS	Agence régionale de santé
Aspa	Allocation de solidarité aux personnes âgées
Assedic	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
AT/MP	Accident du travail/maladie professionnelle
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés
BIT	Bureau International du Travail
BJT	Bulletin Joly travail
<i>Bull.</i>	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation
<i>BS Lefebvre</i>	Bulletin social F. Lefebvre
<i>Bull. CAF</i>	Bulletin des Caisses d'allocations familiales
C. civ.	Code civil
Cass. com.	Chambre commerciale de la Cour de cassation
Cass. crim.	Chambre criminelle de la Cour de cassation
Cass. soc.	Chambre sociale de la Cour de cassation
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
CASF	Code de l'action sociale et des familles
C. pén.	Code pénal
CSS	Code de la sécurité sociale
C. trav.	Code du travail
CAF	Caisse d'allocations familiales
CANAM	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non-salariés et des professions non agricoles
CANCAVA	Caisse autonome de compensation de l'assurance vieillesse artisanale
CASF	Code de la famille et de l'action sociale
Cass. ass. plén.	Assemblée plénière de la Cour de cassation
Cass. ch. réunies	Chambres réunies de la Cour de cassation
Cass. 1 ^{re} , 2 ^e civ.	Arrêt de la 1 ^{re} , 2 ^e chambre civile de la Cour de cassation
CCMSA	Caisse centrale de mutualité sociale agricole
CCAS	Commission centrale d'aide sociale

CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (se substitue à la COTOREP en 2005)
CE	Conseil d'État
CEDH	Cour européenne des droits de l'homme
Convention	Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
EDH	Centre d'études des revenus et des coûts
CERC	Circulaire
Circ.	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CHSCT	Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts
CSERC	Cour de justice de l'Union européenne (depuis le 1 ^{er} décembre 2009, anciennement CJCE)
CJUE	Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale
CLEISS	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
CNAF	Caisse nationale de l'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNAMTS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale
CNESS	Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail
CNITAAT	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
CNSA	Commentaire
Comm.	Conseil constitutionnel
Cons. const.	Code de l'organisation judiciaire
COJ	Commission médicale de recours amiable
CMRA	Conseil d'orientation des retraites
COR	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel
COTOREP	Caisse primaire d'assurance maladie
CPAM	Code de procédure pénale
CPP	Commission de recours amiable
CRA	Caisse régionale d'assurance maladie
CRAM	Contribution au remboursement de la dette sociale
CRDS	Cahiers sociaux du Barreau de Paris
CSBP	Contribution sociale généralisée
CSG	Code de la santé publique
CSF	Code de la sécurité sociale
CSS	Recueil Dalloz, Sommaires
D. Somm.	Direction de l'animation de la recherche et de la solidarité (Ministère de l'emploi et de la solidarité)
DARES	Documentation française
Doc. fr.	Départements d'outre-mer (régions d'outre-mer, "ROM")
DOM	

DROM	Départements et régions d'outre-mer
<i>Dr. ouvrier</i>	Revue Le droit ouvrier
DRASS	Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation statistiques (Ministère de l'emploi et de la solidarité)
<i>Dr. soc.</i>	Droit social
<i>EDCE</i>	Études et Documents du Conseil d'État
EN3S	École nationale supérieure de sécurité sociale
ENSP	École nationale de la santé publique
FFSA	Fédération française des sociétés d'assurance
FIVA	Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante
FIVP	Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides
FNS	Fonds national de solidarité
FRPS	Fonds de retraite professionnelle supplémentaire
FSV	Fonds de solidarité vieillesse
<i>Gaz. Pal.</i>	Gazette du Palais
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IESS	Institut européen de sécurité sociale
IGAS	Inspection Générale des Affaires Sociales
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
<i>JCPE</i>	Juris-Classeur périodique (Semaine juridique), Édition entreprises et affaires
<i>JCPS</i>	Juris-Classeur périodique (Semaine juridique) Édition sociale
<i>JO</i>	Journal Officiel (de la République française)
<i>Jurispr.</i>	Jurisprudence sociale UIMM
UIMM	
<i>Lebon</i>	Recueil Lebon des arrêts du Conseil d'État
LFSS	Loi de financement de la sécurité sociale
<i>Liais. soc.</i>	Liaisons sociales
<i>LPA</i>	Les petites affiches
<i>LES</i>	Liaisons sociales Europe
Loi Essoc	Loi pour un État au service d'une société de confiance (Essoc), 10 août 2018
LURA	Liquidation unique des régimes alignés
MSA	Mutualité sociale agricole
OFCE	Office français des conjonctures économiques
ORGANIC	Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce
PLFR	Projet de loi de finances rectificative
PLFSS	Projet de loi de financement de la sécurité sociale
QPC	Question prioritaire de constitutionnalité
<i>RDP</i>	Revue de droit public
<i>RDSS</i>	Revue de droit sanitaire et social

<i>RDT</i>	Revue de droit du travail
<i>RF aff. soc.</i>	Revue française des affaires sociales
<i>RFFP</i>	Revue française de finances publiques
<i>RF sc. pol.</i>	Revue française de science politique
Resp. civ. et ass.	Responsabilité civile et assurances
<i>Rev. Jur.</i>	Revue Juridique des Barreaux
<i>Barreaux</i>	
<i>RGAT</i>	Revue générale des assurances terrestres
<i>RID éco.</i>	Revue internationale de droit économique
<i>RID comp.</i>	Revue internationale de droit comparé
<i>RISS</i>	Revue internationale de sécurité sociale
<i>RI trav.</i>	Revue internationale du travail
<i>RJS</i>	Revue de jurisprudence sociale F. Lefebvre
ROBSS	Régimes obligatoires de base de sécurité sociale
<i>RPDS</i>	Revue pratique de droit social
<i>RRJ</i>	Revue de Recherche Juridique et de droit prospectif
RSI	Régime social des indépendants
<i>RTD sanit. soc.</i>	Revue trimestrielle de droit sanitaire et social
S.	Recueil Sirey
SESI	Service des études statistiques et des systèmes d'information (Ministère de l'emploi et de la solidarité)
SMIC	Salaire minimum de croissance
SSL	Semaine sociale Lamy
TA	Tribunal administratif
TASS	Tribunal des affaires de sécurité sociale
TCI	Tribunal du contentieux de l'incapacité
T. confl.	Tribunal des conflits
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TJ	TJ-pôle sociaux
<i>TPS</i>	Travail et protection sociale
<i>TSA</i>	Travail social Actualités
UCANSS	Union des caisses de sécurité sociale
UIMM	Union des industries et métiers de la métallurgie
UNAF	Union nationale des associations familiales
UNCAF	Union nationale des caisses d'allocations familiales
UNEDIC	Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
UNIRS	Union nationale des institutions de retraites des travailleurs salariés
UNOCAM	Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire
Urssaf	Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales